

Sécurité alimentaire et conflictualités en Méditerranée

Sébastien ABIS

Directeur du Club DEMETER

Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

La paix, la stabilité et un climat de confiance collective dans la société constituent des déterminants essentiels à tout développement agricole et stratégie de sécurité alimentaire. Sans ces ingrédients décisifs, l'équation historique à résoudre pour l'agriculture - à savoir nourrir une population en croissance et aux modes de consommation en évolution constante - s'en trouve fortement complexifiée. Les problèmes agricoles peuvent s'aggraver davantage si les conditions géographiques s'avèrent particulièrement défavorables. La rareté de l'eau, les limites foncières ou le stress climatique accentuent indéniablement les tensions sur l'agriculture.

A ce titre, il existe depuis toujours un lien intime entre la géopolitique et la sécurité alimentaire. Cette dynamique de conflictualités n'est donc pas nouvelle mais pourrait s'intensifier à l'avenir. Cette observation planétaire prend une dimension exacerbée dans la région du bassin méditerranéen. Pour comprendre l'interaction entre l'agriculture, l'alimentation et la sécurité, il convient de remettre en perspective temporelle les défis qui s'y posent et de rappeler quelques éléments.

Prendre du recul : l'importance des temps longs

L'histoire du monde et de la Méditerranée est remplie d'événements durant lesquels les questions agricoles et alimentaires ont joué un rôle conséquent dans le déploiement de stratégies de puissance, le déclenchement de crises ou le déroulement de guerres. Sous l'Antiquité, pour Athènes comme pour Rome, les pouvoirs en place se sont employés à bâtir leur Cité et leur pacte social sans jamais sous-estimer la centralité alimentaire dans leur vision politique. Même chose plus tard durant les siècles de domination arabe ou ottomane : l'agriculture s'affiche comme un pilier des équilibres socio-économiques et chaque épisode météorologique extrême provoque des pénuries et des insécurités alimentaires fragilisant les sociétés. Les risques de révolte populaire progressent systématiquement quand la faim gagne du terrain.

Plus près de nous, l'époque coloniale doit aussi se lire comme la volonté des nations européennes de conquérir à l'étranger les ressources de base dont elles ne disposaient pas sur leurs sols. Il faut ici insister sur le fait que les Européens ont commencé à bénéficier d'une sécurité alimentaire solide à partir du moment où ils ont cessé de guerroyer entre eux ! La construction européenne, qui se met en place après le second conflit mondial, et la politique

agricole commune qui la cimenter à partir des années 1960, sont bien l'exemple clef d'une géopolitique agricole vertueuse quand les armes cessent de résonner et que la paix s'installe durablement sur des territoires.

En précisant cela, nous trouvons un écho évident aux réalités toujours vives d'une Méditerranée trop traversée encore de nos jours par les rivalités ou les guerres. Des corrélations simples montrent que les niveaux d'insécurité alimentaire et de dénutrition chroniques ou aiguës sont plus élevés dans les pays touchés par des conflits violents ou cachés.

Un constat persistant : l'imbrication des malheurs

Si l'agriculture et l'alimentation riment si souvent avec la géopolitique, c'est parce que les interactions peuvent circuler dans les deux sens du cercle. En effet, d'un côté, les insécurités agricoles et alimentaires (avec parfois leur soubassement climatique) peuvent provoquer des troubles sociaux, rendre vulnérables des individus ou les forcer à se déplacer, venant donc potentiellement peser dans les mouvements révolutionnaires capables de se transformer en crise politique voire pire en conflits. De l'autre côté, des situations de guerre induisent pour les populations, certes de l'insécurité physique, mais aussi généralement des insécurités économiques et alimentaires.

La pauvreté et la faim progressent dans les espaces où les combats dominent. Plus ces derniers s'éternisent, et plus ces insécurités humaines s'amplifient. L'accès à l'alimentation est mécaniquement dégradé pour plusieurs raisons qui d'ailleurs composent les piliers de la sécurité alimentaire : moins de disponibilité en termes de production intérieure et de capacité d'importation (i), plus d'irrégularité dans les récoltes ou les approvisionnements

(ii), davantage de contraintes pour l'accès en raison de pouvoirs d'achat contractés, d'infrastructures endommagées ou de convoitises entre les acteurs compte tenu de rapports de force en jeu (iii), moins de sûreté nutritionnelle avec des conditions sanitaires dégradées et des consommations moins variées pour les personnes (iv).

Le seul exemple de la Syrie nous enseigne à quel point ce cercle vicieux fonctionne dans les deux sens. Si les sécheresses et mobilités de détresse des ruraux à la fin de la décennie 2000 n'expliquent bien entendu pas à elles seules le déclenchement du conflit syrien en 2011, ces facteurs ne sauraient non plus être ignorés. Et de même, si les problèmes agricoles et alimentaires en Syrie ne résument pas l'étendue du drame humain qui frappe le pays depuis 2011, force est de constater que les migrations de détresse ont explosé, que la faim touche une partie importante de la population et que les sols agricoles ont été ravagés par les combats. Si la paix demain revient en Syrie, il faudra des années pour reconstruire l'agriculture de ce pays et les conditions de base pour la sécurité alimentaire.

Plusieurs échelles de conflictualités

Les tensions agricoles et alimentaires existent donc inévitablement en période de conflits. Elles s'impriment à la fois globalement sur les sociétés mais touchent avec une acuité différente les différentes mailles de la population. Les habitants des zones rurales peuvent à la fois perdre leur outil de travail et leur sécurité alimentaire. Ils subissent donc une double peine quand les guerres s'installent sur des territoires. Les pêcheurs sont également concernés : si le contrôle des littoraux est soumis aux dures réalités des combats, l'activité halieutique est tout autant fragilisée que celle agricole. En Méditerranée, la sécurité alimentaire des populations repose autant sur les produits de la terre que de ceux de la mer.

En outre, chaque conflit vient transformer les paramètres du commerce local et international. Des alliances politiques peuvent redessiner les échanges économiques et le flux des marchandises. Des barrages peuvent aussi obérer leur fonctionnement. Des pratiques de corruption ou des systèmes de prédation des ressources viennent parfois chambouler des systèmes alimentaires locaux ou nationaux. L'exemple de *Daesh*, avec ses visées territoriales et sociétales, s'avère illustratif ces dernières années. Sur le plan plus macroéconomique, le jeu des puissances concernés par le théâtre de conflits en question va agiter le spectre de l'arme alimentaire pour soit affaiblir une zone/un acteur ou au contraire lui venir en aide. Dans cette géostratégie agricole, circonstancielle ou de plus longue durée, fleurissent le plus souvent des mesures commerciales contraignantes voire agressives (sanctions financières, embargo, blocus, détournement, etc.).

A ces aspects « physiques », il convient d'ajouter toute la panoplie de risques alimentaires qui se déploie davantage en cas de conflits : inflation sur le prix des aliments et phénomène de spéculation, rupture de la chaîne du froid ou des capacités de stockage, prolifération des maladies animales ou végétales, développement de la malnutrition... Aux violences sociopolitiques se superposent donc de potentiels chocs économiques, logistiques, sanitaires et nutritionnels. Cela vaut pour le pays en guerre comme pour son voisinage régional, subissant par ricochets les effets de cette polycrise. Là encore, à travers l'exemple de la guerre en Syrie, nous constatons la projection des difficultés agricoles et alimentaires sur l'ensemble du Proche-Orient ces dernières années, sans oublier l'émission de « chocs » en provenance du Yémen, d'Irak ou d'autres poches de violences dans cet espace chroniquement instable.

Toutefois, par-delà ces dynamiques de conflictualités décrites, il semble utile de compléter la grille d'analyses des interactions entre géopolitique et agriculture par l'évocation d'une série d'enjeux parfois moins visibles mais tout aussi stratégiques dans la région. Tout d'abord, le défi démographique posé à la sécurité alimentaire est réel. L'ensemble régional Afrique du Nord - Moyen-Orient est passé de 100 à 500 millions d'habitants en l'espace d'un demi-siècle (1965-2015). La population devrait atteindre 700 millions à l'horizon 2050, chiffre qui reste très incertain en raison du nombre potentiel de candidats à l'exil mais aussi de migrants arrivant d'Afrique subsaharienne, là où la poussée démographique est colossale.

Plus de bouches à nourrir donc dans la région au cours des dernières années, mais moins de ressources pour produire en agriculture ! La pauvreté hydrique y est la plus prononcée du globe et la quasi-totalité des terres arables est d'ores et déjà exploitée. Les conflits entre usagers de l'eau devraient s'intensifier, tout comme les pressions foncières dans des pays où l'urbanisation prime sur la préservation des sols agricoles. Ces contraintes de la géographie, que les seules réponses techniques et technologiques viendront atténuer, sont démultipliées par l'accélération des changements climatiques qui touchent massivement la région. Elles révèlent aussi les déficits de gouvernance qui prévalent dans un grand nombre de pays méditerranéens malgré l'engagement à suivre les Objectifs de développement durable (ODD) et l'agenda 2030 des Nations-unies.

Autre défi de taille : l'inclusion des communautés rurales à la croissance économique et à la modernisation des conditions de vie. La précarité des femmes en milieu rural ou les retards de connectivité numérique pour les jeunes de ces territoires

sont autant de problèmes sournois qui planent sur la stabilité et la cohésion des pays. En Tunisie, cette fracture spatiale, entre les populations urbaines du littoral et celles rurales de l'intérieur, ne se résorbe pas malgré le fait qu'elle fut l'un des déterminants majeurs de la révolution de 2011. Le manque d'emplois et de perspectives dans ces régions périphériques, où l'activité agricole domine sans bénéficier de leviers significatifs en termes de transformation agro-industrielle et de mise en marchés, sont le principal moteur des exodes ruraux depuis fort longtemps. Elles le seront peut-être encore plus fortement demain, mais vers l'international puisque les promesses urbaines locales s'estompent drastiquement. Enfin, comment ne pas mentionner que l'isolement de l'agriculteur, spatial et social, peut parfois obérer ses capacités de développement, phénomène aggravé en temps de guerre ou en cas d'instabilités. Les agriculteurs se nourrissent de l'échange avec leurs pairs, mais aussi avec les populations pour comprendre leurs besoins ou leurs attentes. Les agriculteurs doivent enfin avoir accès à l'information, aux financements ou aux marchés : toutes ces conditions pour son activité nécessitent de la communication, de l'ouverture et de la confiance

Réflexions prospectives

Pénuries d'eau et concurrence pour son utilisation, manque de terres et dégradation des sols agricoles, climat contraignant et désordres météorologiques grandissants, évolution rapide des demandes alimentaires dans des contextes productifs aux horizons limités, marginalisation des régions rurales et mépris fréquent pour les populations agricoles : autant de conflictualités invisibles qui malheureusement renforcent les tensions alimentaires au Sud et à l'Est de la Méditerranée.

Si la rive Nord n'est pas exempte de difficultés sur ces enjeux situés à la base de la sécurité humaine, les réalités démographiques, juridiques et surtout politiques sont tout autres. La paix depuis des décennies, un corpus solide de droits à faire valoir et de règles à respecter, l'organisation professionnelle et par filières des acteurs agricoles et agro-alimentaires mais également la coopération à tous les niveaux, local comme national, sans oublier le supranational avec la PAC, ont permis aux pays européens d'atteindre un niveau exceptionnel de sécurité alimentaire (quantitative et qualitative). Cela fut permis par la coexistence d'un nombre important de facteurs décisifs pour un tel développement structurel : une vision géopolitique de long-terme pour la construction européenne où l'alimentation fut jugée prioritaire, une mobilisation en confiance des forces vives agricoles et rurales bien accompagnées par des pouvoirs publics convaincus de la dimension stratégique de l'agriculture, une recherche et une formation adaptées aux transformations sociétales, techniques et environnementales...Mais c'est avant tout la stabilité et l'absence de conflits dans le temps - donc un contexte géopolitique favorable - qui ont autorisé le développement d'une agriculture compétitive et la mise en place d'une sécurité alimentaire performante.

Rappeler ces évidences n'est pas anodin à l'heure où l'Europe s'interroge sur ses futurs possibles et oublie parfois l'essentiel dans les débats alimentaires qui l'animent. Ce rappel s'effectue aussi pour cet espace méditerranéen en proie aux divisions et toujours sillonné par trop de conflits. La géopolitique reste incontournable pour comprendre les vulnérabilités agricoles de cette région. A l'instar du monde, l'Europe et la Méditerranée restent dépendantes de cette agro-histoire bien tenace.

Respecter la diversité du monde agricole est une nécessité, mais cette richesse ne peut pas s'exprimer sans stabilité. Il n'en est donc que plus étonnant de les voir parfois déclasser cette question dans leur agenda stratégique pour le développement ou la sécurité. « Peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que le phénomène alimentaire et la tragique nécessité de manger » : c'est avec ces mots que Josué De Castro composait l'avant-propos de son ouvrage *Géopolitique de la faim* publié en 1952.

**

11 Mai 2018

Références bibliographiques

- Cosimo Lacirignola (sous la dir.), *Crises et conflits en Méditerranée. L'agriculture comme résilience*, CIHEAM-iReMMO, L'Harmattan, 2017.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *Building resilience for peace and food security, The State of Food Security and Nutrition in the World 2017*, FAO, 2017.
- Pierre Blanc, *Terres, pouvoirs et conflits: Une agro-histoire du monde*, Les Presses de Sciences-Po, 2018.
- Rami Zurayk, *Food, Farming and Freedom. Sowing the Arab Spring*, Just World Books, 2011.
- Lucio Caracciolo, Alessandro Aresu (eds), *Food & Migration. Understanding the geopolitical nexus in the Euro-Mediterranean*, MacroGeo and Barilla Center for Food and Nutrition, 2018.
- Eckart Woertz, « *Agriculture and Development in the Wake of the Arab Spring* », International Development Policy / Online since 12 February 2017